



# Syndicat National des Personnels de l'Education et du Social Protection Judiciaire de la Jeunesse

*Section Berry*  
snpes.berry@gmail.com



Fédération Syndicale Unitaire

Bourges, 02 mars 2021

## **Dialogue social réel ou instrumentalisation des représentants des personnels ?**

*Proverbe latin :*  
*Verba volant, scripta manent*  
«Les paroles s'envolent, les écrits restent»

Nous avons déjà constaté lors du premier confinement un décalage certain entre ce que pouvait nous indiquer le Directeur Territorial lorsque nous faisons des points réguliers et ce que les DS et RUE pouvaient relayer sur les services. Nous avons d'ailleurs dû intervenir à quelques reprises par mail ou par tract pour que les informations données aux agents soient claires et surtout conformes aux consignes sanitaires en vigueur (cf. intervention à l'EPE de Bourges pendant le premier confinement, visite à domicile, congés...).

La Direction Territoriale Touraine-Berry se targue un peu partout d'avoir instauré et d'entretenir un dialogue social constructif avec les représentants des personnels (enfin avec le SNPES-PJJ/FSU car les 2 autres organisations syndicales représentées au niveau du territoire ne sont jamais en capacité de siéger). Depuis quelques semaines, nous déplorons à nouveau ce décalage dans le discours de la DT et pouvons même parler d'une tentative d'instrumentalisation des représentants des personnels.

Ainsi, et sur différents sujets, nous ne pouvons que constater un double discours manifeste et/ou une absence totale de transparence dès lors que nous demandons des explications.

Lors d'une audience à Romorantin-Lanthenay (41) le 26 janvier 2021, le DT nous a fait part du projet d'insertion envisagé sur le Berry ; partie du territoire parent pauvre de la DT Touraine Berry qui ne dispose plus de service d'insertion depuis 2010 au nom de la RGPP. Nous avons pu indiquer nos inquiétudes (3 personnels pour remplir une mission d'insertion et une mission HD, sans locaux dédiés, sans véhicule...), avons également rappelé notre conception de l'insertion qui pour nous ne se confond avec de l'occupationnel et avons clairement affiché notre opposition quant à cette nouvelle unité hybride qui mélange de l'hébergement et de l'insertion.

Nous avons voulu savoir si le STEMO Berry pouvait être impacté par cette nouvelle unité qui n'en est pas vraiment une. Le DT a été catégorique et a indiqué que le STEMO n'était pas concerné.

Or quelques jours plus tard, les agents du STEMO reçoivent un mail qui indique que le STEMO va être mis à contribution à hauteur de 0,5 ETP. Nous interpellons la DT par mail mais n'avons pas vraiment de réponse à nos questions si ce n'est qu'une telle intervention se ferait sur la base du volontariat dans le cadre du SIPEC.

Par ailleurs, quelle ne fut notre surprise d'apprendre que le DT faisait un retour de cette audience en indiquant que le SNPES-PJJ/FSU partageait le projet ! Non, et comme il l'a fait quelques années auparavant lorsque la DT a souhaité créer une unité similaire portant le nom d'UEMF (unité éducative multi-fonctions), le SNPES est toujours opposé à une insertion au rabais. Les services PJJ du Berry, comme les autres services de la DT TB ou de la DIR GC, doivent, avec près de 300 jeunes suivis (2 UEMO, 1 UEHC), pouvoir bénéficier d'un réel service d'insertion au bénéfice des jeunes les plus en difficulté et pas encore prêts pour intégrer les dispositifs de droit commun.

Nous avons demandé à avoir connaissance du compte rendu de cette audience et avons même dû réitérer cette demande pour qu'il nous soit envoyé. Après lecture, nous avons indiqué par mail à la DT que le compte rendu de cette audience syndicale ne reflète pas les échanges et nos positionnements sur la mission insertion et sur la mission HD.

Autre sujet qui interpelle sur la communication de la DT TB, les postes de RUE sur le STEMO Berry, et tout particulièrement sur l'UEMO de Bourges. En ce début d'année 2021, nous avons appris successivement le départ de la RUE de l'UEMO de Châteauroux (contractuelle qui venait d'arriver et qui a trouvé un poste plus près de chez elle), du possible départ de la RUE de l'UEMO de Bourges (pourtant en renouvellement de contrat jusqu'au 31 août 2021) sur un département voisin, et du départ prochain de la DS. Autrement dit, à court ou moyen terme, plus aucun cadre sur le STEMO Berry.

Nous avons eu connaissance qu'une collègue d'un département voisin s'était positionnée bien avant d'avoir eu connaissance d'un appel d'offre qui émanait non pas de la DT mais de 2 services (STEMO Blois et STEMO Tours). Nous avons interpellé la DT pour savoir pourquoi les services du Berry (STEMO et EPE) n'avaient pas eu accès à cet appel d'offres et sortir ainsi d'un flou artistique et d'une communication qui ne peut que susciter des interrogations et des suspicions légitimes.

Le fait qu'une autre collègue envisage de postuler a certes quelque peu contrecarré momentanément le scénario envisagé par la DT mais nous a surtout permis de constater que tout était joué d'avance et que l'appel d'offre n'était qu'une formalité. Le tuilage entre la RUE sortante et celle qui allait être missionnée était déjà calé avant le terme de l'appel d'offre !

Malgré quelques mails adressés et différentes demandes précises formulées, nous n'avons pas eu de réponses précises.

Ces deux exemples illustrent bien la réalité d'un dialogue social qui n'est en fait que de façade et qui essaye par ce biais d'instrumentaliser les représentants des personnels qui seraient dans une proximité pour ne pas dire une collusion avec la hiérarchie territoriale.

Nous ne manquerons pas de manifester ouvertement notre mécontentement lors d'une prochaine audience, de mettre carte sur table et de rompre si nécessaire le dialogue avec une administration qui ne respecte pas ses représentants et avance (est-ce dû à la période!) souvent masquée.